

Une vraie sécurité est, avant tout, sociale

L'insécurité est brandie par des politiciens en mal de suffrages. A partir de quelques cas, malheureusement réels, ils « surfent » sur des images de rues obscures et de groupes inquiétants. Mais est-ce vraiment cela, d'abord, l'insécurité ?



Premier Mai 2000. Les salarié-e-s de Säuberlin & Pfeiffer font grève et manifestent pour un contrat collectif, contre des conditions de travail qui n'ont fait que se dégrader et contre un manque de respect de la part de la hiérarchie. Ils obtiennent la signature d'un contrat collectif, mais l'amélioration ne dure guère. L'entreprise est rachetée en 2002 par le groupe français Autajon, et déménage à Châtel-Saint-Denis en mai 2005, avec des temps de déplacements considérablement augmentés, et non indemnisés, pour les salarié-e-s. Un exemple local de l'insécurité sociale croissante.

Une société angoissante

- la crainte de perdre son emploi règne, à tel point que la baisse du chômage est le premier vœu pour 2006 de plus de 40 % des salarié-e-s suisse (L'Hebdo 19.01.06);
- pour la première fois depuis longtemps, une part importante de la population pense que la vie de nos enfants sera plus difficile que la nôtre;
- à longueur d'année, sans base réelle, on fait planer sur nous la menace de ne pas toucher notre retraite, et, au vu de la dite « explosion des coûts de la santé », de ne pouvoir être soignés correctement;
- les menaces écologiques qui pèsent sur notre avenir (réchauffement climatique) inquiètent d'autant plus qu'aucune réponse politique décidée n'apparaît; à cela s'ajoute encore le retour des aventures guerrières, que des manifestations d'une ampleur jamais vue n'ont pourtant pu empêcher, « justifiées » par un « terrorisme » aux contours aussi flous qu'inquiétants.

Alors oui, de ce point de vue, nous vivons dans une société de l'insécurité, que les politiques néolibérales ne font qu'aggraver, notamment par le démantèlement des quelques protections dont bénéficiaient certain-e-s salarié-e-s (mise en cause des conventions collectives, par exemple). Dès lors, l'angoisse et le sentiment d'impuissance, peuvent conduire à la recherche de boucs émissaires et de fausses solutions, simplistes mais rassurantes... pour un temps.

Une société violente

Evidemment ce n'est pas à ce type d'insécurité que syndic de Vevey voulait s'attaquer, quand il clamait que « cela ne pouvait pas durer », et « qu'il fallait agir ». Désireux de

capter l'émotion suscitée par un meurtre en pleine rue, le 8 mars 2004, suite à une bagarre, il agitait des mesures d'ordre policier, aussi démagogiques qu'inefficaces, sauf à décréter l'état de siège et à mettre un uniforme à chaque carrefour. Rappelons que ce meurtre avait été commis à deux pas du poste de police! et qu'il est impossible de prévoir de tels événements, très divers, et survenant sans aucun lien entre eux.

Démagogiques et inefficaces surtout parce que de tels actes ne sont pas en rupture avec notre société, mais en sont une expression. La combativité, l'esprit de conquête, la lutte

« La pire des menaces, ce sont le chômage et la pauvreté qui conditionnent des gens qui n'ont pas de futur » Eric Lehmann, commandant de la police cantonale vaudoise, (TSR, Infrarouge, 24 mars 2004)

de chacun contre tous, ne sont-ils pas glorifiés en permanence? Le sportif de pointe ne doit-il pas avoir « l'instinct du tueur »? Y a-t-il un fossé si grand entre le « raid » d'un financier sur une entreprise et le vol d'un portable dans un train? Le trafic de drogue lui-même n'est-il pas, selon de très sérieuses études, une parfaite application du « manuel de l'entrepreneur »: identification d'un marché, étude des avantages comparatifs avec d'autres activités lucratives possibles, adaptation aux particularités locales...?

Incivilités et actes de violence sont des comportements à combattre. Mais exhortations et répression ne serviront à rien, en l'absence d'actions de prévention et de mesures d'intégration. C'est ce que le conseil communal a réussi, fin 2004, à faire comprendre, enfin, à La Municipalité, et nous nous en félicitons.

Plus fondamentalement, notre conviction est que de tels actes sont le résultat d'une société malade, fondamentalement violente. Il est nécessaire d'en changer, pour assurer à chacune et à chacun sécurité de l'emploi et de la retraite, et à chaque jeune, perspectives d'avenir.

Pourquoi Alternatives ?

Face à un monde économique qui prétend façonner de plus en plus la société à sa convenance, nous affirmons la primauté du politique pour améliorer les conditions de vie et les droits de chaque être humain.

Cela ne va pas de soi. C'est d'abord contraire à l'expérience vécue dans le monde professionnel: pour la très grande majorité de la population, le travail est un espace et un temps sans droits réels, car la démocratie s'arrête au seuil de l'entreprise; d'où l'importance des organisations sociales, syndicales ou associatives et des actions qu'elles peuvent mener. Cela va aussi à contre-courant de l'évolution politique présente: partout, le niveau exécutif – y compris non élu, comme les directeurs des banques centrales par exemple – prend un poids croissant, au détriment des assemblées législatives et des décisions populaires; nous refusons ces empiètements, y compris au niveau communal.

Pour nous, l'économie doit être au service de la communauté et non l'inverse. Nous luttons pour défendre et étendre, à tous les niveaux, la possibilité d'un **contrôle démocratique** sur les ressources disponibles, les infrastructures, les conditions de vie ou de travail. Cela passe par une collaboration et une communication constante entre les différents mouvements de résistance à ceux qui détruisent le tissu social en prêchant le « chacun pour soi et le marché pour tous ». Notre groupe illustre bien ce principe puisque nous regroupons, à côté de membres du Mouvement pour le socialisme (ex-solidaritÉS), des personnes issues de différents horizons mais qui partagent ces mêmes convictions: indépendants de gauche, groupes de défense des immigrés, résistants au bétonnage spéculatif, défenseurs de l'environnement...

Au niveau local, cette résistance est possible, par exemple, sur la question des **horaires d'ouverture** des magasins, en



Un logo que nous souhaiterions voir affiché ouvertement à Vevey. Après les élections, peut-être ?

défendant l'intérêt du personnel et des petits commerces face aux grandes surfaces ou, dans le domaine de **l'urbanisme**, en favorisant le logement bon marché, des espaces verts ou encore des actions sociales plutôt que répressives.

Au niveau global, la politique de privatisations, soutenue notamment par des organisations internationales comme l'OMC, limite le pouvoir des gens et de leurs élus dans des domaines essentiels de leur vie quotidienne. La fourniture de **l'eau potable** et son prix, par exemple, ne seraient plus déterminés par la nécessité vitale qu'elle représente pour chacun, mais par les profits de la compagnie privée qui la fournirait. De même que l'existence ou non d'un **bureau de poste** n'est déjà plus dictée par les besoins d'une région, mais par le seul souci de rentabilité. C'est pourquoi nous participons à la campagne contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS-OMC) et avons voté la résolution du Conseil communal qui fait de Vevey, comme de nombreuses communes de par le monde, une « **zone hors AGCS** ».

Pour que votre vote soit la juste expression de votre choix

Participer au vote est bien sûr important. Mais il est essentiel que le résultat de votre vote soit conforme à votre intention, malgré des procédures de vote parfois compliquées et une tentative de tromperie sur la marchandise.

Gare au coucou!

Le POP présente une liste au Conseil communal et à la Municipalité de Vevey. Bienvenue, nous sommes pour la libre concurrence des idées. Mais il le fait sous le nom « *A Gauche toute! (POP & Gauche en mouvement et solidaritéS)* ». Ce nom à rallonges est une escroquerie: en y ajoutant « solidaritéS », le POP, absent de Vevey depuis plus de vingt ans, cherche à détourner à son profit le capital de confiance que nous avons accumulé au cours d'un travail de plus de dix ans sous ce nom à Vevey. Bref, **c'est la tactique du coucou, qui tente de pondre ses œufs dans le nid construit par d'autres**. Ne vous y laissez pas prendre.

Conseil communal

L'élection du Conseil communal se fait au système **proportionnel** sur la base de listes. Le vote pour des personnes n'a qu'une importance secondaire. Quand vous prenez une des listes en présence, vous dispo-

sez de 100 suffrages, même s'il y a bien moins de candidats sur cette liste. Si vous êtes convaincus par les idées d'un parti – le nôtre par exemple – vous pouvez lui donner ces 100 suffrages en glissant sa liste telle quelle dans l'urne. Tout candidat d'un autre parti que vous rajouterez à cette liste donnera un suffrage à un autre parti, et en enlèvera un au parti de votre cœur. C'est bien entendu votre liberté de le faire, en connaissance de cause.

Municipalité

La Municipalité est élue selon le système majoritaire. Vous ne pouvez donner qu'un suffrage à chaque candidat, et à 5 candidats au maximum. Vous pourriez ainsi être tentés d'utiliser vos 5 suffrages en composant une liste complète. Cependant, si vous êtes convaincus par un seul candidat – le nôtre par exemple – et seulement à moitié par d'autres, cette façon de faire ne lui donnera aucun avantage correspondant à votre préférence. Là encore, mieux vaut utiliser une liste portant son seul nom.